



REACTION 19
Association Loi 1901
Agrément n° W751256495
68, Rue du faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
Monsieur Le Ministre de l'Education Nationale
de la Jeunesse
Monsieur Pap Ndiaye
110 Rue de Grenelle
75007 Paris

Paris-le, 6 octobre 2022

Lettre Recommandée AR

Monsieur le Ministre de l'Education Nationale,

Je viens vers vous en ma qualité de Président de l'Association Réaction 19, laquelle compte aujourd'hui des dizaines de milliers d'Adhérents et dont l'objet est notamment d'entreprendre toutes les démarches de nature à préserver les libertés fondamentales, en particulier dans le cadre de la « *politique sanitaire contre le Covid 19* ».

Je vous adresse le présent courrier après avoir pris connaissance de l'exercice de mathématiques qui a été remis à des étudiants de seconde dans un lycée de la Sarthe, que vous trouverez joint à la présente.

Nous tenons par la présente à vous exprimer notre plus grand étonnement concernant l'utilisation de l'exemple « *de la vaccination* » et de la distinction des « *vaccinés* » et « *non vaccinés* » comme sujet de réflexion à la résolution de problèmes en cours de mathématiques.

Notre Association considère qu'utiliser la « *vaccination* » comme moyen de réflexion en cours de mathématiques, porte atteinte à plusieurs principes qui régissent l'Education Nationale, laquelle doit transmettre à nos enfants le savoir, les valeurs de la République et surtout les valeurs de dignité et d'égalité de traitement des êtres humains.

Vous n'êtes pas sans savoir que le sujet de la vaccination est extrêmement clivant, source de conflits sociaux, politiques et familiaux, qui ne sont pas encore apaisés.

Ce sujet a divisé, brisé, humilié des millions de personnes dans le cadre de la crise sanitaire à la suite du Covid 19, mais surtout à cause de la politique que votre Gouvernement a mise en œuvre portant une atteinte exorbitante aux libertés et droits naturels, socle de notre République !



Le sujet de la vaccination a généré des discriminations, le principe d'égalité des personnes a été violé, devant les institutions de la République et devant l'Etat, opposant les personnes vaccinées et non vaccinées, sans aucun motif légitime !

Discriminations exacerbées par les propos du Président de la République selon lesquels *il emmerderait les non-vaccinés jusqu'au bout.*

En outre, ce critère « *vacciné* » et « *non vacciné* » s'est révélé totalement fallacieux tant sur le plan de la transmission, que sur celui de l'immunité.

En effet, depuis le mois de mars 2021, le Conseil d'Etat a entériné le fait que le « *vacciné* » n'était pas immunisé et pouvait transmettre le virus, mettant ainsi en cause la définition même de vaccin et l'inégalité entre vaccinés et non vaccinés !!!

L'exercice de mathématiques inspiré par la « *vaccination* » distinguant, « *les vaccinés et les non vaccinés* » apparaît déjà remise en cause par ce postulat immunitaire erroné !

La problématique de la vaccination relève en outre du secret médical, visé par l'article 1110-4 du Code de la Santé Publique, peu importe le fait que les étudiants travaillant leur exercice ne soient pas directement visés !

Le risque d'une violation existe, le risque de troubles, de moqueries, par le fait que les étudiants et les professeurs pourraient être inspirés d'en parler en classe parlant de leur cas personnel méconnaissant la règle du secret médical et de sa protection absolue !

Utiliser la vaccination comme sujet d'exercice de mathématiques pour les étudiants des lycées de France est une aberration, qui peut générer en outre un trouble psychologique et émotionnel pour l'ensemble de nos jeunes !

En effet, les enfants et les jeunes ont subi la pression vaccinale de la part des institutions, voire de leurs parents, parfois subissant des conflits exacerbés sur le choix de vacciner ou de ne pas vacciner...

Traiter en mathématiques d'un sujet médical riche d'incertitudes scientifiques, pour effectuer un exercice de mathématiques qui demande la rationalité et la certitude est un paradoxe qui ne fait qu'attester encore une fois que l'école de la République est gérée par des personnes qui ont oublié leur intégrité sur pas de porte du Ministère !





Nous souhaitons une école qui fonctionne, qui respecte l'égalité et la dignité de chaque enfant et surtout qu'elle puisse être un havre de paix et de sérénité, après avoir vécu pendant deux ans un enfer didactique.

Nos jeunes étudiants, nos enfants paient encore aujourd'hui le prix des affres d'une gestion calamiteuse d'un virus **qui ne comportait aucun danger pour les enfants de la République.**

Pour tous ces motifs, nous vous demandons d'intervenir et faire cesser l'usage de ce type d'exercice qui salit l'école de la République et de nous le confirmer par retour !

A toutes fins utiles, copie de la présente est adressée à Madame le Premier Ministre, ainsi qu'à Monsieur le Président de la République.

Nous vous souhaitons bonne réception de la présente et nous vous prions de croire, Monsieur Le Ministre de l'Education Nationale, à l'assurance de notre parfaite considération.

ASSOCIATION REACTION 19
Monsieur Carlo Alberto BRUSA
Président Fondateur

PJ Copie de l'exercice de mathématiques visé dans le présent courrier

